

# Les vacances scolaires aggravent les inégalités entre élèves

Sur leur temps libre, les enfants n'ont pas accès à des activités de même qualité que pendant le temps passé à l'école.

Par [Violaine Morin](#) et [Léa Sanchez](#) Journal « Le monde » Publié le 27 juillet 2019

Les vacances scolaires accélèrent-elles le retard des enfants les plus fragiles à l'école ? Faut-il trouver, dans les longues périodes de congés des élèves français, des indices expliquant leurs faibles performances aux classements internationaux ?

Sur le sujet des vacances, les données manquent, et le facteur des congés scolaires dans les performances des élèves est difficile à isoler.

Un panorama réalisé par la Commission européenne en 2018 permet néanmoins de se rendre compte que les petits Français n'ont pas les congés d'été les plus longs, loin s'en faut. Avec huit semaines de vacances en été, ils seraient plutôt dans la fourchette basse. D'autres pays d'Europe célébrés pour leurs excellents résultats scolaires, comme l'Estonie ou la Finlande, cumulent de dix à onze semaines de congés d'été.

En revanche, les spécialistes convergent pour rappeler une évidence lourde de conséquences : l'été, tous les enfants n'ont pas accès à des activités de même qualité, à la différence de celles proposées à l'école.

« *Le temps libre génère plus d'inégalités que le temps scolaire*, rappelle Pascal Bressoux, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Grenoble. *Mais c'est un sujet qui n'est pas très débattu* », et peu évalué. Tout juste le chercheur a-t-il pu observer des écarts sociaux de connaissances en français accrus après les congés d'été, au cours d'une expérience menée en 2002-2003 sur des élèves suivis entre le début du CP et la fin du CE1, dans des écoles de l'éducation prioritaire.

## « Pédagogies obliques »

Ces trois millions d'enfants – selon les estimations avancées par les experts du secteur – qui ne partent pas en vacances l'été sont-ils aussi ceux qui se retrouvent le plus souvent en échec à l'école ? Pour le psychologue Patrick Rayou, qui a longuement étudié les devoirs à la maison et plus généralement le temps hors école des enfants, les vacances d'été accentuent en fait un problème observé le reste de l'année : « *Les élèves issus de milieux favorisés savent que les jeux sont aussi un temps d'apprentissage. Ceux qui ont plus de difficultés sont dans une logique d'exécution de tâches, qui s'arrête dès qu'ils quittent l'école.* »

Ce rapport différencié aux apprentissages tient à la manière dont les familles envisagent l'acquisition des savoirs : la surveillance assidue des cahiers de vacances – tout comme celle des devoirs à la maison pendant l'année – serait « *plutôt l'apanage des catégories populaires* ». Les catégories aisées achètent aussi des cahiers de vacances, de manière « ritualisée », mais les abandonnent rapidement.

En revanche, elles pratiqueront au cours de l'été des « *pédagogies obliques* », en organisant par exemple « *des sorties* » où les enfants vont apprendre. Pendant l'été, cette approche « de biais », qui existe déjà le reste de l'année, est démultipliée. Une disparité que pointait aussi, en 2011, le rapport de synthèse de la Conférence sur les rythmes scolaires : « *Vacances familiales, culturelles, activités enrichissantes pour les uns, vacuité d'un temps non mobilisé, télévision et ennui pour les autres, livrés à eux-mêmes.* »

## **Intégrer un « droit aux vacances »**

Pendant de longues années, le tourisme social et solidaire a voulu atténuer ces inégalités à travers l'organisation de séjours à prix réduits et de colonies de vacances. Mais, à partir des années 1980, « *il y a une individualisation des aides et un désengagement de l'Etat* » du secteur, pointe le professeur Bertrand Réau, spécialiste du tourisme.

En parallèle, « *organiser des séjours coûte de plus en plus cher* », déplore Pierre-Charles Harry, délégué général de la fédération de la Ligue de l'enseignement du Cher, un des acteurs historiques du tourisme social. Conséquence de cette montée des tarifs : certaines familles ne peuvent plus envoyer leurs enfants en colonies. C'est le cas des classes populaires, mais également des classes moyennes, qui bénéficient de peu d'aides pour financer les départs. Entre 2009-2010 et 2017-2019, selon l'[Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes](#), le nombre de mineurs partis en séjours collectifs a baissé de 12 %.

De nombreuses associations du secteur du tourisme social et de l'éducation populaire plaident donc pour l'intégration d'un « droit aux vacances » dans les politiques publiques. C'est le combat de Jeunesse au plein air, une fédération qui soutient financièrement le départ des enfants. « *Nous souhaitons qu'il y ait davantage d'aides pour rendre les vacances accessibles* », explique Anne Carayon, directrice générale de l'organisme. Parmi les pistes proposées : la création d'un « *compte épargne colo* » et d'un fonds national de solidarité.

**Violaine Morin et Léa Sanchez**